

1<sup>er</sup> mai 2012

## Pour l'émancipation et le socialisme, la révolution prolétarienne maintenant !

Le prolongement de la crise économique dans les économies avancées et la crise écologique croissante (réchauffement global...) sont des preuves du déclin du capitalisme. En outre, malgré des progrès scientifiques et techniques, la faim continue à frapper une part significative de l'humanité. La majorité des habitants des pays dominés sont poussés à la misère. La décomposition du mode de production capitaliste menace l'avenir de l'humanité et rend son renversement non seulement possible et nécessaire mais réellement impératif.

En vue de restaurer le taux de profit, la bourgeoisie mondiale mène dans les cinq continents une violente guerre de classe contre le prolétariat mondial. Dans les vieux pays industrialisés, la classe capitaliste détruit les victoires historiques de la classe ouvrière (protection sociale, droits syndicaux...). Les réductions de dépenses visent le système public de santé et l'éducation publique, les allocations chômage et les retraites. Le niveau élevé du chômage accroît la pression sur les travailleurs employés (plus de tâches à accomplir, des salaires plus faibles, plus d'heures de travail).

Les droits démocratiques sont restreints dans les vieilles démocraties bourgeoises. Non seulement les partis fascistes et cléricaux réapparaissent, mais les gouvernements « démocratiques » diffusent le chauvinisme, la xénophobie et le racisme. Partout dans le monde, les armées impérialistes et les services secrets préparent et participent à des agressions militaires. Les impérialismes occidentaux (États-Unis, France, Grande-Bretagne) occupent toujours l'Afghanistan, ont transformé la Libye en centre de torture et menacent la Syrie et l'Iran. Dans le même temps, les impérialismes orientaux (Russie, Chine) soutiennent les despotes contre les manifestations iraniennes et le soulèvement syrien. Tout en renforçant les armées bourgeoises locales contre leur population et en nouant des alliances avec les forces les plus réactionnaires (comme le Baath, les islamistes en Iran, au Pakistan, en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie...) contre les masses exploitées, tous les gouvernements impérialistes cherchent à camoufler leurs rivalités et leurs pillages avec des slogans comme « indépendance nationale » ou « liberté ».

Cependant l'oppression nationale, les réductions de dépenses et la répression brutale génèrent des soulèvements, de l'instabilité et des rebellions. De la Grèce au Portugal, de l'Égypte à la Syrie, de la Libye aux États-Unis, de la Chine à la Corée, du Brésil au Chili des troubles se développent. Et ceci

est la malheureuse autre face de la pièce : alors que les conditions pour le renversement du capitalisme sont mûres, les conditions subjectives pour des révolutions socialistes victorieuses manquent toujours. La classe ouvrière est l'unique force capable de remplacer le vieil ordre capitaliste par un nouvel ordre, la transition vers le communisme mondial afin d'abolir l'exploitation et la misère, après une période de nécessaire répression contre les précédentes classes dominantes (la dictature du prolétariat), afin d'assurer le dépérissement des classes de l'État.

Certains représentants de la classe dominante sont conscients de l'impasse de la domination capitaliste. Ils cherchent à bloquer la voie vers le socialisme en cherchant des boucs émissaires, comme les minorités religieuses ou les travailleurs immigrés, s'indignent contre la « finance » et la « spéculation ». D'où les « forums sociaux » hier et les « mouvements d'indignés » aujourd'hui : en Espagne, les dirigeants de ce dernier se disent apolitiques ; en Grèce, il dirige la colère vers le nationalisme ; aux États-Unis, il se présente comme pacifiste...

Cela signifie que la classe dominante continuera à dominer la société. Ce n'est pas une surprise que certains dirigeants petits-bourgeois soient liés à des partis bourgeois (comme le Parti démocrate américain), alors que d'autres défilent aux côtés des dirigeants traîtres de la classe ouvrière qui ont franchi depuis longtemps la frontière de classe et servent de protection à la domination capitaliste, des anciens Staliniens, des vieux sociaux-démocrates, des semi-réformistes (FI, IST, CWI, L5I...).

Après des décennies de domination totalitaire dans des économies collectivisées et une collaboration de classe abjecte ailleurs, le stalinisme s'est effondré. Avec la restauration du capitalisme en 1989-1992 en URSS, en Europe de l'est et en Chine par les bureaucraties d'État privilégiées, certaines couches de ces bureaucrates ont volé la propriété publique, se sont transformés en « hommes d'affaire » ou « femmes d'affaire » et sont devenus le cœur de la nouvelle bourgeoisie. Par conséquent le mouvement stalinien mondial, déjà affaibli par le conflit entre l'URSS et la Chine, s'est effondré, ses composantes ont disparu, ont rejoint des partis bourgeois naissants ou ont intégré la social-démocratie mondiale qui, depuis 1914, défend



l'ordre capitaliste (JCP, Die Linke, RC, PCF, Synasmos, PCCh...). L'un d'entre eux, le KKE, face à une situation révolutionnaire, divise violemment les travailleurs et la jeunesse, soutient les inefficaces « journées d'action d'un jour », appelle à des élections bourgeoises et défend l'autarcie réactionnaire.

L'« Internationale socialiste » survit comme une parodie de la Deuxième Internationale ouvrière, ouvrant ses portes à de nombreux partis nationalistes bourgeois comme l'ANC d'Afrique du sud, le MPLA d'Angola, le PASOK de Grèce, l'UFSP du Maroc, le Fatah de Palestine, le PPP du Pakistan, le PAP du Pérou, le PS du Sénégal, le CHP de Turquie, AD du Venezuela...

Tous les sociaux-patriotes sont formellement attachés aux idéaux de justice sociale, à une égalité supplémentaire, à la promesse de réformes progressistes limitées. C'est à travers leurs machines électorales et leur contrôle des syndicats qu'ils conservent leur valeur pour la classe capitaliste, comme une courroie de transmission dans la classe ouvrière. Les partis ex-staliniens et les partis travaillistes et sociaux-démocrates traditionnels sont d'ardents défenseurs de la collaboration de classe, à la fois nationalement et à l'étranger.

Lorsque les soi-disant réformistes (sociaux-démocrates et travaillistes, tout autant qu'ex-Staliniens) prennent la tête de l'État bourgeois, ils participent à la politique d'austérité de leur bourgeoisie. Hier le SPD en Allemagne, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, le PS et le PCF en France, Rifondazione comunista en Italie, le PSOE en Espagne ; aujourd'hui l'ALP en Australie, le SPÖ en Autriche, le PS en Belgique, le NAP en Norvège, le SMER en Slovaquie...

Partout les bureaucraties des principaux syndicats sont complices de la réaction, en acceptant de discuter les attaques capitalistes au nom d'un soi-disant intérêt commun avec les patrons et les actionnaires, au nom d'un soi-disant intérêt national commun avec la classe capitaliste et son État qui disperse la résistance des travailleurs et des jeunes en d'impuissantes « grèves d'un jour ». Avec l'aide des partis réformistes ou des organisations semi-réformistes, les bureaucraties syndicales empêchent les travailleurs de provoquer des grèves générales pour renverser les gouvernements bourgeois, ils empêchent les travailleurs de créer leurs propres organes d'auto-défense contre la police et les fascistes, ils empêchent toute avancée vers des comités élus, de type soviétique, sur les lieux de travail et dans les communautés.

Malheureusement, il n'existe pas d'alternative révolutionnaire qui puisse prétendre être soutenue par de larges couches des masses laborieuses. La plupart des soi-disant trotskystes sont des révisionnistes du bolchevisme et des liquidateurs de ce que fut la 4<sup>e</sup> Internationale révolutionnaire. En ré-

alité, ils agissent comme des « cache-sexe » pour les agents bourgeois au sein de la classe ouvrière, même pour les courants bourgeois (des partis écologistes aux partis islamistes). Ils diffusent leur propre version de la collaboration de classe, construisant des partis réformistes (SSP, NPA, Die Linke...) ou des coalitions de front populaire (Izquierda unida, Respect, Front de gauche...).

Pour s'unir et pour lutter, les travailleurs ont besoin d'un nouveau parti. Un parti ouvrier révolutionnaire devrait défendre, dans chaque lutte, l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à toutes les autres classes, il devrait unifier la classe ouvrière (hommes et femmes, nationaux et immigrés, jeunes et vieux, employés et chômeurs), il renforcera tous les éléments de démocratie ouvrière, regroupera tous les opprimés et exploités autour de la classe ouvrière, aidera la masse à prendre sur le mode de la Commune de Paris en 1871 et des Soviets russes en 1917. C'est la seule manière d'affronter partout les gouvernements bourgeois et de gagner à la révolution la jeunesse et les classes intermédiaires, de les extraire du front populaire, de l'islamisme et du fascisme.

Par conséquent les travailleurs n'ont pas seulement besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire. Celui-ci doit faire partie d'une Internationale ouvrière révolutionnaire, de même que toute classe ouvrière nationale fait partie de la classe ouvrière mondiale. La classe ouvrière est la seule classe internationale authentique. Toutes les formes de nationalisme ou de séparatisme devraient lui être étrangères. Seuls les travailleurs unis de tous les pays montrent la voie de la sortie de la crise, de l'oppression, des guerres et de la misère – la voie vers l'émancipation et le socialisme.

1<sup>er</sup> mai 2012

**Collectif Révolution Permanente**  
(CRP Pérou, GB France, GKK Autriche)

